



## **Analyse / Gestation pour autrui en Ukraine : L'ascension – ou la chute ? – d'un marché lucratif international**

*Veronika Siegl (Université de Berne)*

(Traduit de l'Allemand, texte ci-dessous)

### **Extrait**

Cela fait plusieurs années que la gestation pour autrui pour les étrangers, y compris pour les couples allemands, fleurit en Ukraine. Cet article décrit le développement de cette pratique et montre la position de l'Ukraine dans le domaine de la gestation pour autrui comme un « compromis éthique » avec ses programmes abordables tout inclus. Parallèlement, les agences et les cliniques ont souvent recours à des stratégies de marketing agressives tout en attisant les craintes et les espoirs des gens souhaitant devenir parents. C'est de cette façon que BioTexCom s'est fait un nom. En juillet 2018 la clinique s'est retrouvée au centre d'un scandale qui pourrait entraîner des modifications légales importantes.

### **Introduction**

Entre temps, la formalisation bureaucratique de la gestation pour autrui à l'Ambassade allemande à Kiev s'est transformée en « chaîne de fabrication », selon les termes d'une collaboratrice du département juridique et consulaire. En 2014 il n'y avait que 12 couples allemands étant venus en Ukraine pour réaliser le programme de la gestation pour autrui ; en 2017 leur nombre a augmenté jusqu'à 89. La grande partie de leur travail est dédiée à ces cas-là. Même si en 2018 le nombre des couples a diminué – au total 79 cas – le fait que l'Ukraine est devenue la destination la plus populaire de la gestation pour autrui internationale reste indéniable. Selon les dires d'un autre collaborateur du département juridique et consulaire, les ambassades des autres pays constatent la

hausse considérable des cas du recours à la GPA : tout comme les couples allemands – dont le pays interdit la GPA par la loi de la protection de l’embryon (EschG) – les couples espagnols, français et américains se rendent aussi en Ukraine pour devenir parents.

Pourtant, cette hausse pourrait toucher à sa fin : en juillet 2018 le procureur général ukrainien Yurii Loutsenko a avancé de graves accusations contre BioTexCom, le « fournisseur abordable » des technologies de reproduction assistée. BioTexCom est considérée comme la clinique la plus grande et performante de traitement de l’infertilité parmi de nombreuses cliniques ukrainiennes. Selon les données présentées par les médias, la clinique couvre environ 70% de la GPA faite en Ukraine et elle a fait envoyer plus de 30 millions euros sur son compte pendant les 3 dernières années. Le directeur de la clinique, ainsi que le médecin en chef, se sont vus accuser de la traite d’enfants, des fraudes fiscales et de la falsification des documents. Ils risquent 15 ans d’emprisonnement. Dans ses accusations le parquet général se basait sur le cas d’un couple italien qui avait eu lieu en 2011. C’est là que BioTexCom avait fait une démarche mariale vers le hors-jeu juridique : le test ADN a révélé l’absence de filiation génétique entre les parents d’intention et l’enfant, alors que conformément à la loi ukrainienne, au moins un des parents doit avoir un lien génétique avec l’enfant. Suite à ces accusations, le parlement ukrainien devrait apporter des amendements à la loi afin de limiter de manière considérable l’accès au programme de la GPA pour les couples étrangers.

### **Nouvel acteur dans le marché global de la « médecine reproductive »**

Le business des technologies de la procréation assistée en Ukraine bat son plein depuis le moment où la GPA a été prohibée dans beaucoup de pays, soit l’accès à cette pratique a été limité aux résidents d’un pays. De tels amendements à la loi ont été provoqués par une série de scandales. Le cas de « Baby Gammy » a indigné l’opinion publique en 2014, lorsqu’un couple australien a abandonné un enfant porteur de trisomie 21 chez la gestatrice thaïlandaise. Par la suite la Thaïlande a introduit des lois plus restrictives. Le Népal, le Cambodge et le Mexique ont suivi son exemple en fermant les portes pour les couples étrangers en désir d’enfant.

Pendant ce temps l’Ukraine est un des rares pays où la gestation pour autrui commerciale est autorisée. Déjà en 1991 le premier enfant est né d’une gestatrice sur le terrain post-soviétique, notamment dans la ville ukrainienne de Kharkiv. On ne sait pas exactement combien de bébés sont nés depuis lors grâce à cette technologie reproductive. Les statistiques officielles sont peu représentatives, car les cliniques ne sont pas obligées de transmettre les données au Ministère de la santé. Pourtant, selon les calculs, le nombre de naissances dues à la GPA fait environ 500 ; certaines sources indiquent même le chiffre de 2000.

Le cadre légal pour les programmes de la gestation pour autrui est aujourd’hui assuré par les Code civil et familial de l’Ukraine, ainsi que par les bases de la législation ukrainienne en santé publique et par les Conditions de l’application des technologies de reproduction assistée en Ukraine. Conformément à ces bases juridiques, seuls les couples hétérosexuels officiellement mariés peuvent avoir l’accès à la GPA. Ils doivent présenter des preuves qu’ils ne peuvent pas faire des enfants de manière naturelle, c’est-à-dire la femme doit être incapable de porter une grossesse. A part le fait qu’au moins un des parents doit être lié génétiquement lié avec l’enfant, il est impératif que la gestatrice n’ait pas de filiation génétique avec bébé qu’elle porte. Ceci constitue la différence entre la gestation pour autrui gestationnelle (du mot latin « gestare » qui veut dire « porter ») et la gestation pour autrui traditionnelle dans laquelle la gestatrice est également la mère génétique de l’enfant. A partir de l’année 1978, lorsque le premier bébé est né suite à une insémination artificielle, cette technologie a été optimisée et elle est devenue applicable pour le grand public, du coup la gestation pour autrui traditionnelle n’a été pratiquée que dans les rares cas. La gestation pour autrui gestationnelle est considérée comme plus simple du point de vue juridique, éthique et affectif, parce que la différence entre la femme désirant

devenir mère et celle qui porte l'enfant est plus évidente. Cette univocité est également importante pour les gestatrices – elles sont nombreuses à avoir du mal à imaginer de « rendre » l'enfant étant génétiquement le leur. Dans la société où la filiation est déterminée par les gènes, l'absence de lien génétique aide à faire la distinction. Une autre distinction est due au fait que les gestatrices doivent avoir leurs propres enfants selon la loi.

Beaucoup de gestatrices sont des mères célibataires avec des petits enfants et fréquemment elles sont dans une situation financière précaire. Grâce aux programmes de la GPA elles peuvent se lancer dans une activité qu'on peut concilier avec le soin de ses enfants et qui promet en même temps une bonne rémunération. La plupart des femmes envisagent l'achat d'un logement avec l'argent gagné. Elles ne cachent pas leur motivation économique. Beaucoup considèrent la gestation pour autrui comme un travail et elles désignent leurs relations avec les agences et les couples en désir d'enfant comme les relations de travail. Même si la GPA devient normalisée pour tous les participants grâce à une telle approche, cette pratique reste en Ukraine condamnable et moralement illégitime du point de vue de la société. La stigmatisation est surtout fréquente du côté des forces conservatrices et religieuses du pays. Fréquents sont les cas où les gestatrices cachent leur grossesse et à partir du 6 mois elles se réfugient derrière les murs des cliniques de fertilité, afin de trouver un abri des regards curieux et des questions malveillantes. Elles ne veulent pas passer pour les pécheresses qui louent leurs corps et vendent leurs enfants pour l'argent.

### **Destination Ukraine comme un compromis éthique**

Le développement de la fécondation in vitro et la dispersion de la maternité en 3 « rôles » (mère génétique, mère d'intention et gestatrice) devenue désormais possible, ont affaibli les interrogations morales sur le fait que les gestatrices remettent leurs enfants. Néanmoins, la GPA, surtout sous forme commerciale, reste toujours une pratique largement blâmable. L'argument crucial de cette critique est le risque d'exploitation. Ce risque est renforcé par la considération de la grossesse comme un acte intime, émotif et privé qui ne peut pas être soumis à la logique du marché. L'exploitation se manifeste entre autres du fait que les femmes deviennent gestatrices à cause de leur situation financière, et les gens en désir d'enfants, les agences et les cliniques profitent de cette situation précaire. Si on regarde les discussions sur la GPA circulant dans les médias, on verra une certaine « hiérarchie éthique » s'il s'agit de l'exploitation. Les Etats-Unis ont une réputation d'une GPA plus éthique : les gestatrices américaines se voient attribuer des motifs altruistes, elles rencontrent les futurs parents sur le pied d'égalité. Les gestatrices venant de l'Asie du Sud, elles, sont au contraire associées à la misère et l'exploitation.

Dans ce spectre éthique l'Ukraine se positionne avec succès au milieu en tant que 'compromis'. Si les programmes de la GPA aux USA coûtent plus de 100 000 euros, en Ukraine les forfaits tout inclus ont le prix de 30 000 à 40 000 euros. Ces forfaits couvrent les procédures médicales et juridiques, ainsi que la rétribution des gestatrices. Malgré les prix relativement bas, le 'tourisme reproductif' ukrainien ne s'est pas vu doter de la même réputation néocoloniale comme c'était le cas de la Thaïlande et de l'Inde. Les futurs parents et les agences ne cessent d'affirmer que l'Ukraine est un pays suffisamment 'libre' et 'européen' pour que les femmes puissent prendre les décisions éclairées en faveur de la GPA.

Et pourtant, l'écart économique entre les futurs parents et les gestatrices est tellement important que les propos sur la bienfaisance et la philanthropie ont également lieu, comme dans les autres pays avec des salaires bas. De cette façon, sur un forum international des parents d'intention une femme écrit : « Grâce à la GPA en Ukraine nous pouvons aider ces femmes et leurs familles à gagner de l'argent ». En effet, le gain de la GPA fait une grosse somme par rapport au salaire moyen ukrainien. Pendant que les gestatrices font des petits boulots où gagnent tant bien que mal pas plus de 250 euros, elles touchent 10 000 euros pour la grossesse. Pour comparer : aux Etats-

Unis les gestatrices ont entre 25 000 et 30 000 euros de rétribution. Cette différence est souvent évoquée par les parents d'intention et les agences intermédiaires afin d'éliminer le reproche de l'exploitation : vu la paye aussi élevée, il n'en est pas question de l'exploitation. De ce point de vue, la gestation pour autrui devient une solution, et pas le signe de l'inégalité globale. Pour ce qui est de l'Ukraine, ce discours est tombé sur le sol surtout favorable à partir de l'année 2014 lorsque les troubles politiques et économiques ont éclaté. Le nombre des gestatrices a augmenté à cause du conflit militaire entre l'Ukraine et la Russie et la chute économique ultérieure. La majorité des femmes à l'âge de 25-35 ans viennent de l'Est et du centre de l'Ukraine. Elles sont nombreuses à participer aux programmes de la GPA à Kiev et à Kharkiv. Certaines se rendent même à Moscou ou à Saint-Pétersbourg – elles font ce long trajet pour avoir une rémunération élevée. D'autant plus que la distance donne plus d'anonymat et, par conséquent, la protection de la stigmatisation morale. Depuis le conflit entre l'Ukraine et la Russie la réalisation d'un tel trajet s'est compliquée et le nombre de gestatrices ukrainiennes dans les cliniques russes a connu un léger retrait.

Les propos philanthropes des parents d'intention et des agences apparaissent comme une réaction directe à la critique violente de la GPA. Les agences intermédiaires adoptent les mêmes discours à des fins publicitaires. Mais pas tous utilisent la même stratégie.

### **Le marketing agressif et les faux témoignages**

L'Ukraine doit son succès dans le domaine de la GPA non seulement à l'absence de destinations alternatives, mais aussi à toute une industrie publicitaire que de plus en plus de couples en désir d'enfant découvrent. La clinique BioTexCom a particulièrement réussi là-dessus. « Il n'y a pas d'infertilité absolue », lit-on sur leur site. « Nous traitons les cas les plus désespérés ». Par la suite on apprend que BioTexCom est un paradis pour les femmes d'un certain âge, comme le prouve une série d'articles. En Allemagne, tout comme en Suisse, ceci provoque des discussions acharnées – une femme de 66 ans qui est devenue la mère la plus âgée de la Suisse après avoir donné naissance à des jumeaux ; ou encore une maman pour la 13ème fois venant de l'Allemagne qui a accouché des quadruplés grâce à un double don de gamètes.

Une partie de la stratégie publicitaire de BioTexCom est constituée de nombreux 'parents' anonymes qui laissent les commentaires sous les articles en ligne et même sur les portails actualités tout en vantant l'Ukraine comme le dernier espoir. Le sujet est toujours le même : un couple avait déjà visité plusieurs cliniques dans les autres pays, mais sans résultat. Moralement et financièrement épuisés, ils surmontent leurs craintes devant 'l'Est' et se rendent en Ukraine où, comme par miracle, la gestation pour autrui marche tout de suite. En proposition subordonnée on mentionne parfois le nom de la clinique. Certaines forumuses vont très loin jusqu'à avancer des hypothèses douteuses sur les causes de l'échec inévitable de la GPA dans les autres pays. En Géorgie, les embryons sont transférés prétendument trop tôt ; en Espagne on n'utilise pas les ovocytes frais, mais les ovocytes congelés ; au Mexique, selon elles, les gestatrices sont toutes atteintes de graves maladies. De tels témoignages multiplient les craintes et donnent le sentiment que seules les cliniques ukrainiennes, avant tout BioTexCom, peuvent réaliser le désir d'enfant des couples stériles.

La ressemblance des témoignages, ainsi que les erreurs d'allemand et de l'anglais démontrent le caractère corrompu des messages. A la différence des messages d'autres agences, ceux-ci ne cherchent pas à mettre en avant l'altruisme des gestatrices ni la philanthropie des futurs parents qui aident financièrement à ces femmes. Les commentaires et les messages suivent la même logique : l'analyse ostensiblement 'neutre' des côtés positifs et négatifs de la GPA en Ukraine – mais on y tire toujours la même conclusion : BioTexCom, malgré l'infrastructure ukrainienne faible, est la meilleure destination pour faire la GPA. L'article intitulé "En Ukraine il y a les pires autoroutes et la meilleure médecine reproductive" est un bon exemple d'une telle stratégie.

L'auteur de l'article, 'journaliste', selon ses propres termes, décrit son expérience en tant que mère d'intention grâce à BioTexCom. La qualité des services était insuffisante, et les choses allaient 'de plus en plus mal'. Au bout du compte elle déduit que l'Ukraine est un pays de tiers monde, mais dans le domaine de la médecine reproductive elle est imbattable. L'article est accompagné de nombreux commentaires qui louent le travail de la clinique quasiment unanimement.

Pour recruter les gestatrices l'Internet joue un grand rôle. Les agences et les personnes physiques intermédiaires font la publicité dans les réseaux sociaux, comme par exemple dans l'équivalent russe de Facebook, VK. Les gestatrices, ainsi que les parents d'intention, afin d'éviter de faire appel aux agences intermédiaires dont les services sont coûteux, peuvent déposer les annonces sur les plateformes en ligne. Dans les soi-disants 'programmes directs' les deux parties sont en contact et peuvent se mettre d'accord sur les conditions de la coopération. Les programmes de la GPA réalisés via des agences, sont au contraire standardisés et anonymes des deux côtés. Ceci est un grand avantage, disent les agences, vu que les contacts ne sont pas nécessaires – la GPA entend les relations de travail – et souvent risqués : et pour les 'gestatrices en soif de gain' et pour les 'parents d'intention envahissants' qui ne voient que leur propre intérêt. Les agences, elles, jettent de l'huile sur le feu, en éveillant les peurs pour se faire passer d'un 'protecteur'. Les parents d'intention étrangers se laissent facilement guider par cette logique. Faute de connaissance de la langue et de la réalité locale, le recours à des agences est inévitable pour eux.

### **Le cadre juridique pour les couples allemands**

Apparemment, l'industrie publicitaire fonctionne bien auprès des clients de l'Allemagne : la clinique a accueilli 750 couples allemands au cours de l'année 2017 ce qui est 3 fois plus qu'en 2014. Selon l'Ambassade environ 90 % d'Allemands faisant la GPA en Ukraine passent par BioTexCom. La clinique prétend 'collaborer' avec l'Ambassade, ce que cette dernière nie. Or, le processus bureaucratique se déroule sans entrave et il est même presque 'automatisée'. Après la naissance de l'enfant le père et la gestatrice doivent signer plusieurs documents à l'Ambassade. Le père signe l'aveu de paternité, et la gestatrice donne son consentement. Le test génétique, requis par certains pays, n'y est pas nécessaire. Avec ces signatures l'enfant obtient la nationalité allemande et par conséquent le passeport allemand. L'acte de naissance ukrainien qui indique les parents d'intention, la gestatrice n'y figurant pas, ainsi que le renoncement aux droits parentaux signé par la gestatrice auprès du notaire, ne sont pas reconnus par la loi allemande. Le transfert de l'autorité parentale de la gestatrice vers la mère d'intention a lieu plus tard, notamment suite à 'l'adoption de l'enfant de son conjoint'. Dans la copie de l'acte de naissance, dans l'acte de naissance allemand, le nom de la gestatrice est mentionné. Les parents doivent se rendre compte que leur enfant apprendra tôt ou tard l'existence de la gestatrice.

'Il y a seulement 10 ans la formalisation bureaucratique de la GPA dans l'Ambassade allemande était impensable', dit l'employée de cette dernière. Depuis lors l'attitude envers la procédure est devenue plus démocratique, néanmoins, le processus durait plus d'un an. Aujourd'hui tout se passe plus vite et efficacement en quelques semaines. Aussi, une nouvelle attitude plus ouverte au sujet devient évidente. Il y a quelques années les parents essayaient de cacher le fait de recours à la GPA, alors que maintenant ils ne cachent rien et sont mieux informés sur la procédure. Cela a ses atouts, mais peut également mener aux exigences accrues envers l'Ambassade et à la colère des parents si le processus ne va pas si vite qu'ils l'avaient imaginé. Mais l'absence de problèmes n'est pas garantie. L'Ambassade de l'Allemagne avertit sur son site que 'dans certains cas le départ des enfants est impossible et ils peuvent être transférés à l'orphelinat' et de cette façon 'on déconseille de participer aux programmes de la GPA en Ukraine'.

Pour les employés de l'Ambassade l'approche actuelle au problème est une 'très bonne solution'. Ils sont contents que tout est bien encadré et qu'ils ne doivent pas jouer aux détectives.

Cependant, ils craignent qu'un jour ils affronteront une véritable avalanche que rien ne pourra retenir et la GPA ne pourra pas être interdite – dit un employé de l'Ambassade. Il va falloir trouver une solution pour dissuader les couples d'aller en Ukraine. Parallèlement, faut-il veiller à ce que les enfants dont les parents avaient choisi ce chemin ne se retrouvent pas dans un vacuum juridique. La meilleure possibilité, selon lui, serait un amendement à la loi ukrainienne qui interdirait l'accès à la GPA aux étrangers.

## **Bilan**

Le projet de loi est actuellement examiné par le parlement ukrainien via le «hors-jeu juridique» de BioTexCom. Cela pourrait avoir des conséquences d'une portée considérable : certains projets de loi prévoient la gestation pour autrui, ainsi que d'autres mesures de la procréation assistée, uniquement pour les couples ayant une résidence permanente en Ukraine et / ou pour les couples de pays autorisant la gestation pour autrui. En outre, la limite d'âge devrait être introduite pour les futurs parents. Mais toutes les modifications possibles de la loi ont été suspendues. Les employés du consulat doutent qu'une résolution correspondante soit adoptée au parlement dans un proche avenir. Pour le moment, le gouvernement a d'autres priorités et peut-être que les cliniques et les agences veulent décourager activement les modifications législatives. Ces sociétés sont les plus grands bénéficiaires du secteur de la reproduction. Elles luttent non seulement en visant des informations fausses, mais également en monopolisant les informations pour obtenir le marché rentable. Puisque ces sociétés sont des intermédiaires entre les futurs parents et les gestatrices, elles ont un grand pouvoir d'influence et de manipulation dans la communication entre les représentants des deux parties et leurs relations. Ils ont les compétences, qui ont diverses possibilités de développement sous forme de la réglementation législative actuelle, très rudimentaire. Si cette loi en Ukraine est complétée et améliorée, il serait souhaitable qu'elle vise également à mieux protéger les gestatrices et les parents.

*Les entretiens avec des employés du service juridique et consulaire de l'ambassade d'Allemagne ont eu lieu à Kiev entre 2015 et 2018.*

## **A propos de l'auteur :**

Veronika Siegl, qui a soutenu sa thèse de doctorat mais n'a pas encore obtenu son diplôme, est assistante à l'Institut d'anthropologie sociale et enseignante indépendante au centre interdisciplinaire de recherche sur le genre de l'Université de Berne. Dans le cadre de sa thèse : «Des vérités fragiles. Le travail éthique de la transition / La gestation pour autrui nationale en Russie et en Ukraine» (2018), elle a exploré la pratique controversée de la GPA commerciale.

# **Leihmutterschaft in der Ukraine: Aufstieg – und Fall? – eines lukrativen internationalen Marktes**

Von Veronika Siegl (Universität Bern)

## **Zusammenfassung**

Seit einigen Jahren boomt die Ukraine als internationale Destination für Leihmutterschaft, auch für deutsche Paare. Der vorliegende Artikel skizziert diese Entwicklung und zeigt, wie sich die Ukraine im Feld der Leihmutterschaft als »ethischer Kompromiss« mit billigen *All-inclusive-Programmen* positioniert. Dabei greifen Agenturen und Kliniken auch zu aggressiven Marketingstrategien und schüren die Ängste und Hoffnungen der Wunscheltern. Auf diese Weise hat sich v. a. BioTexCom einen Namen gemacht. Die Klinik sorgte im Juli 2018 für einen Skandal, der weitreichende rechtliche Veränderungen nach sich ziehen könnte.

## **Einleitung**

An der deutschen Botschaft in Kiew ist die bürokratische Abwicklung von Leihmutterschaften mittlerweile zur »Fließbandarbeit« geworden, so eine Mitarbeiterin des Rechts- und Konsularreferats. Im Jahr 2014 waren es erst zwölf deutsche Paare, die für ein Leihmutterschafts-

programm in die Ukraine reisten; 2017 waren es bereits 89. Die Abwicklung solcher Fälle macht mittlerweile den Hauptteil ihrer Arbeit aus. 2018 sei die Zahl zwar leicht zurückgegangen – insgesamt gab es 79 Fälle –, dennoch gilt: Die Ukraine hat sich in den letzten Jahren zu einer der beliebtesten Destinationen für internatio-

nale Leihmutterschaft entwickelt. Laut einem weiteren Mitarbeiter des Rechts- und Konsularreferats verzeichnen auch die Botschaften anderer Länder einen deutlichen Anstieg an Leihmutterschaftsfällen: Neben Paaren aus Deutschland – wo Leihmutterschaft laut Embryonenschutzgesetz (ESchG) verboten ist – reisen ausländische Wunscheltern v. a. aus Spanien, Frankreich und den USA in die Ukraine.

Dieser Aufschwung könnte jedoch ein Ende haben: Im Juli 2018 erhob der ukrainische Generalstaatsanwalt Jurij Luzenko schwere Vorwürfe gegen BioTexCom, den »Billiganbieter« für assistierte Fortpflanzung. BioTexCom gilt als größte und erfolgreichste der zahlreichen Fertilitätskliniken in der Ukraine. Laut Medienberichten deckt die Klinik rund 70 Prozent der Leihmutterschaften in der Ukraine ab und verbuchte in den letzten drei Jahren Einnahmen von mehr als 30 Millionen Euro. Dem Direktor sowie dem medizinischen Leiter wurden nun Kinderhandel, Steuervergehen und Dokumentenfälschung vorgeworfen. Ihnen drohen 15 Jahre Haft. Bei der Anklage stützte sich die Staatsanwaltschaft unter anderem auf den Fall eines italienischen Paares von 2011, durch den sich BioTexCom ins rechtliche Abseits manövrierte: Ein DNA-Test erwies, dass Wunscheltern und Kind kein Genmaterial teilten; laut ukrainischem Gesetz muss aber zumindest ein Elternteil genetisch mit dem Kind verwandt sein. Infolge dieser Vorwürfe soll nun im ukrainischen Parlament über eine Gesetzesnovelle entschieden werden, die den Zugang zu reproduktiven Dienstleistungen für ausländische Paare beträchtlich einschränken könnte.

### Ein neuer Player auf dem globalen »Promarkt«

In der Ukraine floriert das Geschäft mit der assistierten Reproduktion, seit kommerzielle Leihmutterschaft in mehreren Ländern entweder ganz verboten oder auf inländische Paare beschränkt wurde. Ausgelöst wurden die Gesetzesänderungen durch eine Reihe von Skandalen. Für weltweite Empörung sorgte v. a. der Fall »Baby Gammy« im Jahr 2014, als ein Kind mit Trisomie 21 von den australischen Wunscheltern bei der thailändischen Leihmutter zurückgelassen wurde. Thailand führte daraufhin restriktivere Gesetze ein. Nepal, Kambodscha, Indien und Mexiko zogen nach und schlossen ihre Tore für ausländische Wunschpaare.

Mittlerweile ist die Ukraine eines der wenigen Länder, in denen kommerzielle Leihmutterschaft legal ist. Bereits 1991 fand die erste Leihmutter-Geburt im postsowjetischen Raum im ukrainischen Charkiw statt. Wie viele Kinder seitdem jährlich durch diese reproduktive Technologie geboren werden, ist ungewiss. Zwar gibt es offizielle Statistiken, diese sind aber

wenig aussagekräftig, denn die Kliniken sind nicht verpflichtet, Informationen an das Gesundheitsministerium weiterzugeben. Schätzungen zufolge beläuft sich die Zahl der Leihmutterschaftsgeburten pro Jahr auf rund 500; in einigen Medienberichten ist sogar von 2.000 die Rede.

Den rechtlichen Rahmen für Leihmutterschaftsprogramme bilden heute das *Zivil- und Familiengesetzbuch der Ukraine* sowie die *Grundlagen der ukrainischen Gesetzgebung im Gesundheitswesen* und das *Verfahren zur Nutzung von Technologien der assistierten Reproduktion in der Ukraine*. Auf Basis dieser Grundlagen können nur heterosexuelle, verheiratete Paare an Leihmutterschaftsprogrammen teilnehmen. Sie müssen nachweisen, dass sie auf »natürlichem« Weg kein Kind zeugen können bzw. dass die Frau kein Kind austragen kann. Neben der Regelung, dass zumindest ein Elternteil genetisch mit dem Kind verwandt sein muss, ist auch festgelegt, dass die Leihmutter genetisch nicht mit dem Kind verwandt sein darf. Somit grenzt sich die »gestationelle Leihmutterschaft« (gestare [lat.]

= tragen) von der »traditionellen Leihmutterschaft« ab, bei der die Leihmutter auch die biologische Mutter des Kindes ist. Seit 1978 ein durch in-vitro-Fertilisation (IVF) gezeugtes Kind auf die Welt kam und diese Technologie später optimiert und massentauglich wurde, wird die traditionelle Leihmutterschaft nur noch selten praktiziert. Die gestationelle Leihmutterschaft gilt als juristisch, ethisch und emotional einfacher, da der Unterschied zwischen Wunschmutter und Tragemutter expliziter ist. Diese Eindeutigkeit ist auch für die Leihmütter wichtig – viele können sich nicht vorstellen, ein Kind wegzugeben, mit dem sie genetisch verwandt sind. In einer Gesellschaft, in der Verwandtschaft hauptsächlich über die Gene definiert wird, stellt die fehlende genetische Verbindung eine Hilfe zur Abgrenzung dar. Zusätzliche Abgrenzung ermöglicht der Umstand, dass Leihmütter laut Gesetz ein eigenes Kind haben müssen.

Viele Leihmütter sind Alleinerzieherinnen recht junger Kinder und oft in einer finanziell prekären Lebenslage. Durch die Leihmutterschaft können sie einer Tätigkeit nachgehen, die neben der Kinderbetreuung durchführbar ist und ein gutes Einkommen verspricht. Die meisten Frauen geben an, mit dem Geld eine eigene Wohnung kaufen zu wollen. Sie machen keinen Hehl aus ihren ökonomischen Motiven. Viele sehen die Leihmutterschaft als Arbeit und bezeichnen ihre Beziehung zu Agenturen und Wunscheltern als Arbeitsverhältnis. Auch wenn Leihmutterschaft durch einen solchen Diskurs für die Beteiligten normalisiert wird, gilt diese Praxis in der Ukraine als gesellschaftlich nicht legitim und als moralisch höchst verwerflich. Stigmatisierung



wird vor allem von den konservativen und religiösen Kräften im Land geschürt. Leihmütter verheimlichen ihre Schwangerschaften daher oft und verstecken sich ab dem sechsten Monat hinter den Mauern der Fertilitätskliniken, um sich neugierigen Blicken und unerwünschten Fragen zu entziehen. Sie wollen nicht als Sünderinnen beschuldigt werden, die ihre Körper und Kinder für schnelles Geld verkaufen.

### **Destination Ukraine als ethischer Kompromiss**

Die Entwicklung von IVF und die dadurch mögliche Aufspaltung von Mutterschaft in bis zu drei »Rollen« (genetische, intentionale und Tragemutter) schwächte das moralische Bedenken, dass Leihmütter ihre »eigenen« Kinder weggeben. Dennoch gilt Leihmutterschaft – vor allem in ihrer kommerziellen Form – weiterhin als höchst umstrittene Praxis. Ein zentraler Kritikpunkt ist die Gefahr der Ausbeutung. Eine Gefahr, die für viele dadurch verstärkt wird, dass Schwangerschaft als intimer, emotionaler und privater Akt gilt, der nicht einer Marktlogik unterworfen werden soll. Ausbeutung kann sich unter anderem darin manifestieren, dass Frauen aus einer finanziellen Notlage heraus Leihmütter werden und Wunscheltern, Agenturen und Kliniken diese Prekarität zu ihren eigenen Gunsten nutzen. Betrachtet man die Diskussionen, die über mögliche »Destinationen« für Leihmutterschaft in den Medien und unter Wunscheltern zirkulieren, zeigt sich eine »ethische Hierarchisierung« in Bezug auf das Thema Ausbeutung. Die USA gelten dabei oft als ethisch korrekteste Variante: US-amerikanischen Leihmüttern werden altruistische Motive zugesprochen, sie begegnen den Wunscheltern daher auf Augenhöhe. Leihmütter aus Ländern des globalen Südens hingegen werden oft mit Armut und Ausbeutung assoziiert.

Auf diesem ethischen Spektrum hat sich die Ukraine erfolgreich im Mittelfeld und als eine Art »Kompromiss« positioniert. Während die Preise für Leihmutterschaftsprogramme in den USA mit 100.000 Euro beginnen, kosten *All-inclusive-Pakete* in der Ukraine zwischen 30.000 und 40.000 Euro. Diese Pakete umfassen die medizinischen und rechtlichen Prozeduren sowie das Gehalt der Leihmutter. Trotz des vergleichsweise niedrigen Preises haftet dem sog. »Reproduktionstourismus« in der Ukraine nicht die gleiche neokoloniale Aura an, wie das in Thailand oder Indien der Fall ist. Wunscheltern und Agenturen werden nicht müde zu betonen, dass die Ukraine »europäisch« und »entwickelt« genug sei, um Frauen eine »freie Entscheidung« zur Leihmutterschaft zu ermöglichen.

Dennoch sind die ökonomischen Unterschiede zwischen Wunscheltern und Leihmüttern so eklatant, dass

auch hier – wie in anderen Niedriglohnländern – oft ein karitativer und philanthropischer Diskurs zum Tragen kommt. So schreibt eine Frau in einem internationalen Forum für Wunscheltern: »Durch eine Leihmutterschaft in der Ukraine helfen wir diesen Frauen und ihren Familien, Geld zu verdienen«. Tatsächlich stellt das Einkommen durch die Leihmutterschaft in Relation zum durchschnittlichen Lohn in der Ukraine einen großen Betrag dar. Während viele der Leihmütter in Jobs arbeiten, in denen sie monatlich nicht mehr als 250 Euro verdienen, erhalten sie für die Schwangerschaft um die 10.000 Euro. Im Vergleich dazu verdienen Leihmütter in den USA meist zwischen 25.000 und 30.000 Euro. Dieser Kontrast wird von Wunscheltern und Vermittlungsagenturen oft herangezogen, um den Vorwurf der Ausbeutung zu untergraben: Bei einem so hohen Gehalt könne von Ausbeutung keine Rede sein. Aus dieser Perspektive wird Leihmutterschaft zur Lösung, nicht zum Symptom globaler Ungleichheiten. In Bezug auf die Ukraine fällt dieser Diskurs besonders seit 2014 auf fruchtbaren Boden, als die politischen und ökonomischen Turbulenzen ausbrachen. Ausgelöst durch den Russland-Ukraine Konflikt und die darauf folgende wirtschaftliche Rezession stieg die Zahl der potenziellen Leihmütter. Die meisten dieser Frauen sind zwischen 20 und 35 Jahre alt und kommen aus der Zentral- und Ostukraine. Viele nehmen an Leihmutterschaftsprogrammen in Kiew oder Charkiw teil. Manche fahren sogar bis nach Moskau oder St. Petersburg – eine weite Reise, die sie aufgrund der höheren Entlohnung vornehmen. Zudem erhöht die Distanz auch die Anonymität und somit den Schutz vor moralischer Stigmatisierung. Seit dem Konflikt zwischen der Ukraine und Russland ist die Reise beschwerlicher und die Zahl der ukrainischen Leihmütter in russischen Fertilitätskliniken ist leicht zurückgegangen.

Der karitative Diskurs der Wunscheltern und Agenturen muss als direkte Reaktion auf die vehemente Kritik an Leihmutterschaft gelesen werden. Während Wunscheltern aufgrund dieser Kritik bestimmte Legitimationsdiskurse bedienen müssen, werden ebendiese Diskurse von Vermittlungsagenturen in ihre Werbemaßnahmen integriert. Aber nicht alle setzen dabei auf die gleichen Strategien.

### **Aggressives Marketing und Fake-Bewertungen**

Die Ukraine verdankt ihren Erfolg in Sachen Leihmutterschaft nicht nur dem Mangel an alternativen Destinationen. Auch eine aktive Werbeindustrie steckt dahinter, dass immer mehr Paare mit Kinderwunsch die Ukraine entdecken. Besonders erfolgreich in dieser Hinsicht ist BioTexCom. »Es gibt keine absolute

Unfruchtbarkeit!«, schreibt die Klinik auf ihrer Web-site und verkündet, sogar die »hoffnungslosesten Fälle [sic!]« zu behandeln. So sei BioTexCom ein »Paradies« für ältere Frauen, wie eine Reihe von angefügten Artikeln bestätigen soll. In Deutschland respektive der Schweiz führten diese allerdings zu heftigen Diskussionen – eine 66-jährige Frau, die durch die Geburt von Zwillingen zur ältesten Mutter der Schweiz wurde; oder eine bereits 13-fache Mutter aus Deutschland, die mit 65 Jahren dank einer Eizellen- und Samenspende Vierlinge auf die Welt brachte.

Teil der Werbestrategie von BioTexCom sind zahlreiche anonyme »Wunscheltern«, die in Kinderwunschforen, in den Kommentarteilen von Online-Artikeln und sogar in Artikeln auf Newsportalen die Ukraine als letzte Hoffnung anpreisen. Das Narrativ ist stets ähnlich: Das Paar war bereits bei zahlreichen Kliniken in mehreren Ländern, doch der Erfolg blieb aus. Emotional und finanziell ausgebrannt, überwinden sie schließlich ihre Ängste vor dem »Osten« und reisten in die Ukraine, wo – in wundersamer Weise – die Leihmutterschaft auf Anhieb funktionierte. In einem Nebensatz wird dann noch der Name der Klinik erwähnt. Manche *Userinnen* gehen auch soweit, zweifelhaft Informationen darüber zu verbreiten, warum Leihmutterschaft in anderen Ländern nicht zum Erfolg führen kann: In Georgien würden die Embryos zu früh eingesetzt; in Spanien verwende man nicht frische Eizellen, sondern eingefrorene; in Mexiko seien die Leihmütter mit schrecklichen Krankheiten infiziert. Solche Erzählungen schüren Ängste und vermitteln das Gefühl, dass lediglich ukrainische Kliniken, allen voran BioTexCom, den Kinderwunsch erfüllen können.

Die Ähnlichkeit dieser Erzählungen sowie das fehlerhafte Deutsch und Englisch deuten darauf hin, dass es sich dabei um bezahlte Texte handelt. Anders als die Texte vieler anderer Agenturen betonen diese Berichte nicht den (unterstellten) europäischen Charakter der Ukraine, und sie bemühen auch nicht den Altruismus der Leihmütter oder den karitativen Beitrag, den die Wunscheltern durch gute Entlohnung der Leihmutter leisten. Die Kommentare und Berichte folgen allesamt einem anderen Muster – dem betont nüchternen Abwiegen zwischen negativen und positiven Aspekten einer Leihmutterschaft in der Ukraine – und kommen stets zu demselben Urteil: BioTexCom ist trotz der schwachen ukrainischen Infrastruktur die Top-Adresse für eine Leihmutterschaft. Ein besonders anschaulicher Artikel in dieser Hinsicht trägt den Titel: "Ukraine has the worst roads and best reproductive medicine in the world". Die Autorin, laut eigener Aussage eine Journalistin, beschreibt ihre Erfahrungen als Wunschmutter mit

BioTexCom. Die »Bedingungen und der Service [waren] nicht auf einem adäquaten Level« und ihre Erlebnisse im Laufe des Aufenthalts in der Klinik wurden »immer schlimmer und schlimmer«. Dennoch konkludiert sie am Ende, dass die Ukraine zwar ein »Dritte-Welt-Land« sei, aber im Bereich der Reproduktionsmedizin Wunder bewirke. Dem Artikel folgen eine Reihe von Kommentaren, die – fast ausnahmslos – die außergewöhnliche Arbeit der Klinik loben.

Das Internet spielt auch für die Anwerbung von Leihmüttern eine große Rolle. Agenturen und private Mittelspersonen werben v. a. über soziale Medien, wie das russischsprachige Facebook-Pendant »VK«. Leihmütter und Wunscheltern, die kostspielige Vermittlungsdienste umgehen wollen, können auf Online-Plattformen ihre eigenen Anzeigen schalten. In sog. »direkten Programmen« stehen die zwei Parteien in engerem Kontakt und können die Bedingungen ihrer Zusammenarbeit miteinander verhandeln. Leihmutterschaftsprogramme, die über Agenturen geschlossen werden, sind hingegen oft standardisiert und für beide Seiten anonym. Das sei ein großer Vorteil, so die Agenturen, denn Kontakt sei unnötig – Leihmutterschaft sei ja lediglich ein Arbeitsverhältnis –, und unter Umständen sogar gefährlich: Sowohl die »geldgierigen Leihmütter« als auch die »kontrollsüchtigen Wunscheltern« seien nur an ihrem Eigennutzen interessiert. Agenturen tragen erheblich dazu bei, eine Angstretorik zu schüren und dadurch ihre Funktion als beschützende Instanz zu erhalten. Vor allem Wunscheltern aus dem Ausland lassen sich von dieser Rhetorik leicht beeinflussen. Aufgrund mangelnder Sprach- und Ortskenntnisse ist der Weg über eine lokale Agentur für sie kaum vermeidbar.

## Rechtliche Rahmenbedingungen für deutsche Paare

Die Werbemaschinerie von BioTexCom scheint bei Kundinnen und Kunden aus Deutschland besonders gut zu funktionieren: Die Klinik gibt an, im Jahr 2017 hätten insgesamt 750 deutsche Paare ihre Dienstleistungen im Bereich Reproduktionsmedizin in Anspruch genommen – dreimal mehr als 2014. Laut Botschaft arbeiten rund 90 Prozent der deutschen Paare, die eine Leihmutterschaft in der Ukraine machen, mit BioTexCom zusammen. Die Klinik verweise sogar auf eine »Zusammenarbeit« mit der Botschaft, was letztere negiert. Aber der bürokratische Prozess laufe mittlerweile recht reibungslos ab und sei »eingespielt«: Nach der Geburt des Kindes müssen der Vater und die Leihmutter an der Botschaft verschiedene Dokumente unterzeichnen. Unter anderem unterschreibt der Vater die Vaterschaftsanerkenntnis und die Leihmutter stimmt dem zu. Ein genetischer Test – wie ihn andere Länder z. T. verlan-

gen – ist dafür nicht notwendig. Durch diese Unterschriften erlangt das Kind die deutsche Staatsbürgerschaft und somit einen deutschen Pass. Die ukrainische Geburtsurkunde – auf der die Namen der Wunscheltern, nicht aber der Leihmutter erscheint – sowie die notarielle Bescheinigung der Leihmutter, dass sie das Sorgerecht abgibt, wird laut Deutschem Gesetz nicht anerkannt. Die Übertragung des Sorgerechts von ihr auf die Wunschmutter erfolgt erst später, nämlich nach der sog. »Stiefkindadoption« in Deutschland. In der deutschen Geburtsurkunde, die neu ausgestellt werden muss, wird der Name der Leihmutter immer vermerkt bleiben. Wunscheltern müssen sich daher bewusst sein, dass ihr Kind früher oder später von der Leihmutter erfahren wird.

Die bürokratische Abwicklung von Leihmutter-schaften an der Deutschen Botschaft in Kiew sei vor zehn Jahren noch undenkbar gewesen, so die Angestellten. Seitdem gäbe es eine lockerere Haltung in Bezug auf das Thema; dennoch hätte der gesamte Prozess früher oft mehr als ein Jahr gedauert. Heute werde das Verfahren einfach und effektiv in wenigen Wochen durchgeführt. Auch wird mittlerweile viel offener mit dem Thema umgegangen. Vor ein paar Jahren hätten die Eltern oft versucht, die Leihmutter-schaft zu verheimlichen. Jetzt erwähnen die Paare die Leihmutter-schaft direkt und sind über das Prozedere genauestens informiert. Das sei von Vorteil, könne aber auch dazu führen, dass Wunscheltern mit einer fordernden Haltung an die Botschaft herantreten und sich ärgern, wenn der Prozess länger dauert als von ihnen eingeplant. Aber: Garantien für einen reibungslosen Ablauf gibt es keine. Die Deutsche Botschaft warnt auf ihrer Homepage, dass »im Einzelfall eine Ausreise der Kinder unmöglich und ihre Unterbringung im Waisenhaus« erfolgen kann und »rät daher grundsätzlich von der Teilnahme an ukrainischen Leihmutter-schaftsprogrammen ab«.

Für die Botschaftsangestellten ist der jetzige Umgang mit dem Thema eine »ganz gute Lösung«. Sie seien froh über die klaren Richtlinien und auch darüber, dass sie nicht »Detektiv spielen« müssen. Angst haben sie aber,

dass eine Lawine losgetreten wird, die nicht zu stoppen ist. »Leihmutter-schaft wird man nicht abschaffen können«, meint ein Mitarbeiter. Längerfristig müsse man aber einen Weg finden, wie man Wunscheltern demotivieren kann, in die Ukraine zu kommen. Gleichzeitig müsse man aber aufpassen, dass die Kinder der Eltern, die dennoch diesen Weg wählen, nicht in einem rechtlichen Vakuum landen. Die beste Möglichkeit wäre seiner Meinung nach eine Novelle der ukrainischen Gesetze, die Leihmutter-schaft für ausländische Paare verbietet.

### Fazit

Ausgelöst durch das »rechtliche Abseits« von BioTex-Com werden eben solche Gesetzesentwürfe zurzeit im ukrainischen Parlament diskutiert. Diese könnten weitreichenden Folgen haben: Einige Entwürfe sehen vor, Leihmutter-schaft – sowie andere Maßnahmen assistierter Reproduktion – nur noch für Paare mit Wohnsitz in der Ukraine zuzulassen und/oder nur für Paare aus Ländern, in denen Leihmutter-schaft legal ist. Zudem soll eine Altersgrenze für Wunscheltern eingeführt werden. Allerdings ist es um die mögliche Gesetzänderung still geworden. Die MitarbeiterInnen des Konsulats bezweifeln, dass es im Parlament in absehbarer Zeit zu einem Beschluss kommen wird. Die Regierung habe zurzeit andere Prioritäten und womöglich wollen Kliniken und Agenturen eine Gesetzesänderung aktiv verhindern. Diese Einrichtungen sind die großen Profiteure des Reprobusiness. Sie kämpfen nicht nur durch gezielte Fehlinformationen, sondern auch durch das Monopolisieren von Informationen, um ihren lukrativen Markt zu erhalten. Als Instanz zwischen Wunscheltern und Leihmüttern verfügen sie über große Macht, die Beziehung und die Kommunikation zwischen den beiden Parteien zu beeinflussen und zu manipulieren. Eine Macht, die durch die aktuelle – sehr rudimentäre – Gesetzeslage vielfältige Entfaltungsmöglichkeiten hat. Sollte es zu einer Gesetzesnovelle in der Ukraine kommen, wäre es daher wünschenswert, wenn sich diese auch den besseren Schutz von Leihmüttern sowie Wunscheltern zum Ziel setzt.

*Die Gespräche mit MitarbeiterInnen des Rechts- und Konsularreferats der Deutschen Botschaft in Kiew fanden zwischen 2015 und 2018 statt.*

#### Über die Autorin:

Dr. des. Veronika Siegl ist Assistentin am Institut für Sozialanthropologie und Lehrbeauftragte am Interdisziplinären Zentrum für Geschlechterforschung an der Universität Bern. Im Rahmen ihrer Dissertation »Fragile Truths. The Ethical Labour of Doing Trans-/national Surrogacy in Russia and Ukraine« (2018) untersuchte sie die umstrittene Praxis kommerzieller Leihmutter-schaft.

*Lesetipps finden Sie auf der nächsten Seite.*

*Lesetipps:*

- Deutsche Welle: Ukraine: Das Geschäft mit der Leihmutterschaft (09.09.2018). <https://www.dw.com/de/ukraine-das-gesch%C3%A4ft-mit-der-leihmutterschaft/a-45360629> [20.9.2018]
- El País: The dark side of Ukraine's surrogacy boom (1.10.2018). [https://elpais.com/elpais/2018/09/27/inenglish/1538051520\\_476218.html](https://elpais.com/elpais/2018/09/27/inenglish/1538051520_476218.html) [17.12.2018].
- Fixmer-Oraiz, N. (2013): Speaking of Solidarity. Transnational Gestational Surrogacy and the Rhetorics of Reproductive (In)Justice. In: *Frontiers* 34(3), 126 – 163.
- Gryshchenko, M./ Pravdyuk, A. (2016): Gestational Surrogacy in Ukraine. In: Sills, E. Scott [ed.]: *Handbook of Gestational Surrogacy*. Cambridge: Cambridge University Press, 250 – 265.
- Siegl, V. (2015): Märkte der Guten Hoffnung. Leihmutterschaft, Arbeit und körperliche Kommodifizierung in Russland. In: *Prokla. Zeitschrift für Kritische Sozialwissenschaft* 178, 99 – 115.
- Siegl, V. (2018a): Aligning the Affective Body. Commercial Surrogacy in Moscow and the Emotional Labour of “Nastraivatsya”. In: *Tsantsa. Journal of the Swiss Anthropological Association* 23, 63 – 72.
- Siegl, V. (2018b): The Ultimate Argument. Evoking the Affective Powers of “Happiness” in Commercial Surrogacy. In: *Anthropological Journal of European Cultures* 27(2), 2 – 21.
- Vlasenko, P. (2014): Governing Through Precarity: The Experience of Infertile Bodies in IVF Treatment in Ukraine. In: *The Journal of Social Policy Studies* 12(3), 441 – 454.

Herausgeber:  
Forschungsstelle Osteuropa an der Universität Bremen  
Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde e.V.  
Deutsches Polen-Institut  
Leibniz-Institut für Agrarentwicklung in Transformationsökonomien  
Leibniz-Institut für Ost- und Südosteuropaforschung  
Zentrum für Osteuropa- und internationale Studien (ZOiS) gGmbH

Redaktion:  
Dr. Eduard Klein (verantwortlich)  
Chronik: Dr. Eduard Klein  
Satz: Matthias Neumann

**Wissenschaftlicher Beirat:**

Dr. Kseniia Gatskova, Leibniz-Institut für Ost- und Südosteuropaforschung Regensburg Prof. Dr. Guido Hausmann, Leibniz- Institut für Ost- und Südosteuropaforschung  
Regensburg Dr. Susan Stewart, Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin Dr. Susann Worschech, Europa-Universität Viadrina, Frankfurt/O.

Die Meinungen, die in den Ukraine-Analysen geäußert werden, geben ausschließlich die Auffassung der Autoren wieder.  
Abdruck und sonstige publizistische Nutzung sind nach Rücksprache mit der Redaktion gestattet.

Ukraine-Analysen-Layout: Cengiz Kibaroglu, Matthias Neumann und Michael Clemens

Alle Ausgaben der Ukraine-Analysen sind mit Themen- und Autorenindex archiviert unter [www.laender-analysen.de](http://www.laender-analysen.de)

Die Ukraine-Analysen werden im Rahmen eines Lizenzvertrages in das Internetangebot der Bundeszentrale für politische Bildung ([www.bpb.de](http://www.bpb.de)) aufgenommen.  
ISSN 1862-555X © 2019 by Forschungsstelle Osteuropa an der Universität Bremen, Deutsche Gesellschaft für Osteuropakunde e.V., Deutsches Polen-Institut, Leibniz-Institut für Agrarentwicklung in  
Transformationsökonomien, Leibniz-Institut für Ost- und Südosteuropaforschung, Zentrum für Osteuropa- und internationale Studien (ZOiS) gGmbH Forschungsstelle Osteuropa •  
Länder-Analysen • Klagenfurter Str. 8 • 28359 Bremen • Telefon: +49 421-218-69600 • Telefax: +49 421-218-69607 e-mail: [laender-analysen@uni-bremen.de](mailto:laender-analysen@uni-bremen.de) • Internet-Adresse:  
<http://www.laender-analysen.de/ukraine/>



## Kostenlose E-Mail-Dienste auf

[@laenderanalysen](https://twitter.com/laenderanalysen)

[www.laender-analysen.de](http://www.laender-analysen.de)

Die Länder-Analysen bieten regelmäßig im kostenlosen Abonnement kompetente Einschätzungen aktueller politischer, wirtschaftlicher, sozialer und kultureller Entwicklungen in Ostmitteleuropa und der GUS. Alle Länder-Analysen verstehen sich als Teil eines gemeinsamen Projektes, das der wissenschaftlich fundierten, allgemeinverständlich formulierten Analyse der Entwicklungen im östlichen Europa, der Offenheit für verschiedene inhaltliche Positionen und der kostenlosen und nicht-kommerziellen Information einer breit verstandenen interessierten Öffentlichkeit verpflichtet ist. Autor/innen sind internationale Fachwissenschaftler/innen und Expert/innen. Die Redaktionen der Länder-Analysen bestehen aus Wissenschaftler/innen mit langjähriger Forschungserfahrung.

Die deutschsprachigen Länder-Analysen werden gemeinsam von der Forschungsstelle Osteuropa an der Universität Bremen, dem Zentrum für Osteuropa- und internationale Studien, der Deutschen Gesellschaft für Osteuropakunde, dem Deutschen Polen-Institut, dem Leibniz-Institut für Agrarentwicklung in Transformationsökonomien und dem Leibniz-Institut für Ost- und Südosteuropaforschung herausgegeben. Die englischsprachigen Länder-Analysen erscheinen in Kooperation der Forschungsstelle Osteuropa mit dem Center for Security Studies (CSS) der ETH Zürich.

Die Länder-Analysen bieten regelmäßig Kurzanalysen zu aktuellen Themen, ergänzt um Grafiken und Tabellen sowie Dokumentationen. Zusätzlich gibt es eine Chronik aktueller Ereignisse. Alle Länder-Analysen sind auch mit Archiv und Indizes online verfügbar unter [www.laender-analysen.de](http://www.laender-analysen.de).

### Belarus-Analysen

Erscheinungsweise: zweimonatlich

Abonnement unter: <http://www.laender-analysen.de/belarus/>

### Caucasus Analytical Digest

In englischer Sprache. Erscheinungsweise: zweimonatlich

Abonnement unter: <http://www.css.ethz.ch/en/publications/cad.html>

### Polen-Analysen

Erscheinungsweise: zweimal monatlich

Abonnement unter: <http://www.deutsches-polen-institut.de/newsletter/polen-analysen/>

Auch als App für Android™ (ab Januar 2016) kostenlos auf Google Play™.

### Russland-Analysen

Erscheinungsweise: zweimal monatlich

Abonnement unter: <http://www.laender-analysen.de/russland/>

Auch als App für Android (ab Januar 2016) kostenlos auf Google Play.



### Russian Analytical Digest

In englischer Sprache. Erscheinungsweise: zweimal monatlich

Abonnement unter: <http://www.css.ethz.ch/en/publications/rad.html>

### Ukraine-Analysen

Erscheinungsweise: zweimal monatlich

Abonnement unter: <http://www.laender-analysen.de/ukraine/>

Auch als App für Android (ab Januar 2016) kostenlos auf Google Play.



### Zentralasien-Analysen

Erscheinungsweise: zweimonatlich

Abonnement unter: <http://www.laender-analysen.de/zentralasien/>

Auch als App für Android (ab Januar 2016) kostenlos auf Google Play.

